

---

# Féminismes transnationaux

## Editorial

A l'instar de maints projets de réformes bourgeois libéraux, le féminisme a été un véritable mouvement transnational. Les prémices de sa mise en réseau internationale remontent au début du 19<sup>e</sup> siècle. La concentration institutionnelle des réseaux relationnels entre les pionnières individuelles, tout d'abord distendus, s'appuyait sur les expériences de communication transnationale de la philanthropie et des mouvements révolutionnaires des années 1830 et 1840.<sup>1</sup> Bien souvent, elle se fondait sur l'idée d'une *conditio feminina* universelle rendue enfin concevable dans le contexte de la proclamation de l'égalité de tous les êtres humains par les révolutions atlantiques. Des militantes de différentes orientations idéologiques voyaient aussi dans l'émancipation du genre féminin une clé du progrès humain; elles considéraient la libération des femmes de leur statut de mineures aux niveaux politique et juridique comme une contribution à l'élévation morale de l'humanité. La constitution de l'objet – la réforme de l'ordre de genre – se fondait sur des principes fondamentaux (souvent implicites), culturellement spécifiques, qui ont suscité des problèmes croissants de communication interne lors de l'expansion globale et continue du mouvement des femmes depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Dès lors, la réponse à la question consistant à savoir comment procéder pour trouver un arrangement équitable entre les sexes ne coulait pas du tout de source. Cependant, ce n'est que tout récemment que la recherche scientifique a étudié les ambivalences et les contradictions qui caractérisaient le féminisme comme discours de la modernité européenne.<sup>2</sup> Sous l'influence des approches de l'histoire postcoloniale et de l'histoire globale, la question des conditions propices à une communication transculturelle s'est posée tout bonnement de manière plus aiguë au cours des dernières années.<sup>3</sup> Reprenant ces suggestions, nous présentons dans ce numéro les questions sujettes à débat: comment le projet féministe a été façonné par l'échange international depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, à quels défis ces processus ont été confrontés et quels résultats l'engagement féministe transnational a obtenus.

## «Féminismes transnationaux»: une approche conceptuelle

Le terme «féminisme», dans son acception d'origine, est apparu pour la première fois dans les années 1880 en France.<sup>4</sup> Avant la Première Guerre mondiale déjà, cette notion désignait, dans le contexte international, des positions spécifiquement égalitaires, telles que l'opposition à des dispositions légales de protection des femmes sur le marché du travail. Pendant l'entre-deux-guerres, la notion a connu une extension sémantique, et les militantes l'ont utilisée et interprétée très diversement.<sup>5</sup> La question de savoir quelles formes de politique de genre doivent être qualifiées de «féministes» demeure jusqu'à ce jour sujette à controverse.<sup>6</sup> Il est donc peu significatif de classer les féministes en différents groupes politiques. Les classifications partisans ou religieuses classiques sont souvent réductrices et peu à même de saisir finement les imbrications complexes entre les différents courants et les processus de changement qu'ont connus les organisations féminines.<sup>7</sup> Ainsi que l'a proposé Nancy Cott, il est tout aussi problématique, d'un point de vue historique, de comprendre le «féminisme» dans un sens étroit et, pour l'analyse, de n'utiliser ce concept que pour les mouvements qui se qualifiaient eux-mêmes à l'époque de féministes.<sup>8</sup> Dans ce numéro, l'usage du pluriel «féminismes» indiquera ainsi explicitement qu'il n'est pas possible de partir du sens étroit de la compréhension du féminisme puisque, dans une perspective tant synchronique que diachronique, il a toujours existé des conceptions très diverses sur la façon de parvenir à l'amélioration de la condition sociale des femmes. Selon le contexte, la stratégie consistant à mettre l'accent sur la différence entre les sexes s'est révélée tout aussi efficace que celle insistant sur l'égalité de genre. Comme concept heuristique, le pluriel «féminismes» doit aussi aiguïser le regard pour, en fin de compte, déceler les interprétations hégémoniques souvent inhérentes aux universalismes.<sup>9</sup>

Depuis les années 1970, l'histoire des mouvements féministes est un thème majeur de l'histoire des femmes et du genre, qui a suscité de nombreux travaux de recherche, focalisés dans un premier temps sur le contexte local et national.<sup>10</sup> L'historienne américaine Leila J. Rupp a été une des premières à élargir le champ d'études au-delà de l'Etat-nation et à donner de l'importance aux contacts transnationaux entre les militantes issues d'un milieu libéral-bourgeois. De ce réseau sont nées les trois grandes organisations internationales qui ont dominé le champ de la politique féministe transnationale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, soit l'*International Council of Women* (ICW), fondé en 1888, l'*International Woman Suffrage Alliance* (IAW), qui a fait scission avec l'ICW en 1904, et la *Women's International League for Peace and Freedom* (WILPF), issue du Congrès international des femmes pour la paix de 1915 à La Haye. Ces organisations faïtières ont atteint un degré inédit dans la mise en réseau internationale des associations

féminines et des militantes individuelles. Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, des femmes socialistes et syndicalistes ont créé également en parallèle les premières unions internationales, dont l'autonomie n'a toutefois été que difficilement défendue face à la domination des directions masculines de leurs organisations.<sup>11</sup>

Si la Première Guerre mondiale a longtemps été considérée comme une césure dans l'histoire de l'activité transnationale, cette image a été largement corrigée entre-temps par les recherches les plus récentes.<sup>12</sup> Mieux encore, la période de l'entre-deux-guerres fait de plus en plus figure de phase de concentration intense de la communication, assortie toutefois d'une diversification et d'une hétérogénéité croissantes des campagnes de la société civile à l'échelle internationale.<sup>13</sup> Des recherches sur l'activité d'organisations de femmes dans le cadre de la Société des Nations ont particulièrement contribué à réviser les anciennes interprétations, de même que les toutes récentes recherches – en plein essor – sur les interconnexions régionales et le rôle des militantes extra-européennes.<sup>14</sup> Ces travaux témoignent de l'impressionnant potentiel novateur de l'historiographie transnationale. A travers cette perspective, sont examinés les différents degrés des interactions, des liens, de la circulation, des recouvrements et des entrelacements qui dépassent l'Etat-nation, tout en se répercutant sur ce dernier.<sup>15</sup> Ces travaux portent sur la circulation des théories et des connaissances, ainsi que sur les conditions nécessaires à l'établissement de contacts transnationaux. Ils se focalisent aussi sur l'apparition de nouveaux liens institutionnels résultant de l'action commune des gouvernements, des cercles d'expertise et des militantes de la société civile – soit des configurations transnationales que les deux politologues Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink ont dénommées *transitional advocacy networks*, formulation qui s'est imposée dans la littérature anglophone.<sup>16</sup>

Afin d'étudier davantage les organisations internationales de femmes dans une perspective transnationale, un débat a surgi ces dernières années sur la délimitation terminologique entre «international» et «transnational». Karen Offen a récemment appelé à une historicisation minutieuse de ces deux concepts.<sup>17</sup> La contribution à ce numéro de *Corinna Oesch* va dans le même sens: Oesch incite à établir une distinction, dans l'étude du mouvement international des femmes, entre *approches d'histoire conceptuelle* et *perspectives transnationales*, et donc à tenir compte des significations différentes des termes «international» et «transnational». Dans une analyse d'histoire conceptuelle, la question centrale est de savoir quelle signification a été conférée à l'international dans les mouvements de femmes et quels déplacements sémantiques il a traversés. Dans une perspective transnationale sur les activités féministes, le regard se porte en revanche sur le franchissement des frontières des personnes, des idées et des connaissances, et sur son rôle dans la constitution des mouvements féministes internationaux.

## Féminismes transnationaux dans la pratique: alliances et tensions au début du 20e siècle

Dans la phase initiale des organisations féminines internationales – et jusqu’à la Première Guerre mondiale – les femmes qui y donnaient le ton provenaient en majorité du monde anglo-saxon et d’Europe: les Américaines et les Européennes occupaient les instances dirigeantes des associations internationales, prenaient part aux congrès internationaux et avaient la haute main sur la fixation de l’ordre du jour.<sup>18</sup> A la fin de la Première Guerre mondiale déjà, toutes les grandes associations se sont efforcées d’intégrer des sections extra-européennes pour souligner leur exigence de représentation universelle de toutes les femmes. L’expansion globale des mouvements a toutefois provoqué des problèmes de compréhension inhabituels et a confronté les militantes à de nouvelles contradictions – par exemple dans les relations avec les sections des empires multinationaux ou des Etats autoritaires.<sup>19</sup> Les risques politiques inhérents à de tels contacts, notamment le danger d’être enrôlé par des régimes autoritaires pour leurs propres objectifs politiques, ont souvent échappé à ces organisations de la société civile, qui élevaient l’Etat-nation (constitutionnellement démocratique) au statut de norme. Comme le démontre *Elife Biçer-Deveci* dans son article, la coopération de l’Union des femmes turques avec l’IAW a fourni un prétexte bienvenu au Gouvernement turc pour se targuer de sa modernité face à l’opinion publique mondiale. A la différence des pays démocratiques, l’alliance avec des organisations internationales n’a pas vraiment permis au mouvement des femmes de Turquie de se renforcer. Biçer-Deveci insiste donc sur la nécessité d’inclure la politique intéressée du Gouvernement turc dans l’analyse des relations transnationales entre les actrices de la société civile pour comprendre les marges de manœuvre de l’Union des femmes turques.

Dès la fin du 19e siècle, les postulats centraux du mouvement des femmes ont également été introduits successivement dans la réglementation internationale et la codification des rapports sociaux. Une appréhension spécifique de la différence entre les sexes s’est alors institutionnalisée à l’échelle internationale. A cet égard, on peut citer en exemple l’interdiction du commerce des femmes et des petites filles qui faisait simultanément office de vecteur des conceptions normatives de la pureté sexuelle, de la fidélité et de l’égalité morale des sexes, ainsi que les dispositions spéciales de protection du droit du travail de l’Organisation internationale du travail (OIT), qui définissaient les femmes sur le marché du travail par leur faculté biologique de reproduction et les constituaient en catégorie particulière de main-d’œuvre.<sup>20</sup> Haut lieu de négociation des normes internationales, la Société des Nations offrait une tribune aux mouvements réformistes de la société civile pour faire progresser leurs revendica-

tions politiques. Certaines instances de la SDN étaient elles-mêmes intéressées par l'aubaine de recourir à l'expertise et à la collaboration des organisations féminines internationales pour collecter et analyser des données. En prenant pour exemple la revendication d'intégrer davantage de femmes dans les services de police à l'échelle mondiale, la contribution d'*Edith Siegenthaler* examine cette forme de coopération transnationale. Siegenthaler montre que la Société des Nations a offert aux organisations féminines des possibilités d'influer sur les politiques publiques en faveur de l'accès des femmes à de nouveaux métiers et à des positions de pouvoir dans l'Etat. A cette fin, les représentantes des organisations féminines ont habilement exploité des éléments du dualisme sexuel pour faire valoir leurs requêtes auprès de la Société des Nations, compte tenu de la prédominance des représentations de genre traditionnelles de la féminité.

### **Après 1945: un nouveau regard sur les ruptures et les continuités**

Depuis un certain temps déjà, la recherche a démontré que les organisations de femmes ont poursuivi avec succès leur collaboration avec des institutions intergouvernementales aussi après la Seconde Guerre mondiale. De nouvelles études ont par ailleurs révélé que, durant les hostilités, cette coopération a été caractérisée par des continuités – au niveau personnel, thématique et conceptuel – mais aussi par l'effondrement de la collaboration internationale. Des recherches en histoire du genre ont précisément contribué à corriger l'hypothèse fréquente selon laquelle la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a représenté une rupture radicale avec la tradition de la Société des Nations.<sup>21</sup> La contribution à ce numéro de *Marie-Louise Hunyadi* sur l'activité transnationale des universitaires démontre également que des continuités soutenues entre l'avant et l'après-guerre ont longtemps été sous-estimées. Pour promouvoir leurs intérêts et assurer aux femmes un accès mondial aux études universitaires, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), fondée en 1919, a travaillé étroitement avec l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI) pendant l'entre-deux-guerres. Cette collaboration s'est poursuivie grâce à l'association après 1945 avec l'UNESCO et s'est particulièrement focalisée sur la formation des filles. Dans l'entre-deux-guerres déjà, des femmes d'origine non européenne s'étaient cependant plaintes des préjugés culturels au sein de l'organisation. Ces conflits se sont attisés après la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement dans les années 1960, au lendemain de la décolonisation. Alors que la coopération transnationale avait semblé ressortir indemne de telles ruptures, des fractures historiques plus importantes ont ébranlé à

plusieurs reprises l'image de soi des membres de l'organisation. L'article de Hunyadi s'inscrit ainsi dans la recherche la plus récente sur le rôle des réseaux d'expertes et d'actrices de la société civile dans la concrétisation des objectifs humanitaires, sociaux, culturels et de développement de l'ONU.<sup>22</sup> Une série de nouvelles études montre aussi nettement que les conférences mondiales des femmes de la «Décennie des Nations Unies pour la femme» (1975–1985) n'ont pas seulement stimulé significativement le renforcement des liens des féministes à l'échelle globale, mais que les priorités politiques des militantes les ont, de surcroît, aussi empreintes.<sup>23</sup>

La recherche sur la formation des réseaux transnationaux du nouveau mouvement féministe n'est en revanche qu'à ses premiers balbutiements.<sup>24</sup> Dans un récent article sur les corrélations entre le féminisme et le mouvement de Mai 68, l'historienne Sara M. Evans formule le constat que la dynamique globale des nouveaux mouvements sociaux n'est généralement guère difficile à surestimer. Spontanéité, critique de la domination et aspirations utopiques ont autant caractérisé le mouvement étudiant que la révolte de jeunes femmes contre la volonté des militants masculins de diriger. Pour illustrer la dimension globale de l'irruption des femmes, Evans s'appuie sur l'exemple relativement bien étudié des manifestations au Mexique.<sup>25</sup> A quelques exceptions près, la circulation des savoirs et des pratiques du nouveau mouvement féministe, ainsi que la pertinence de tels transferts pour des activités politiques dans des contextes régionaux et nationaux, sont cependant encore peu explorées. Il convient toutefois de relever que Kristina Schulz s'y réfère dans son étude comparative sur le rôle exemplaire qu'ont joué les féministes américaines en France et en Allemagne. Pour analyser les rapports de pouvoir dans la société, elle insiste également sur la signification des nouvelles pratiques cognitives telles qu'elles ont été expérimentées notamment dans les «groupes de conscience» (*consciousness raising*) et appliquées par les participantes à leurs propres conditions de vie.<sup>26</sup> Dans sa contribution sur le mouvement suisse «Femmes et santé», Leena Schmitter démontre à quel point, dans les échanges transnationaux, ces pratiques influaient sur le choix des formes d'action, alors que le mouvement recourait par ailleurs aux instruments de la démocratie directe pour impulser un débat social sur l'autodétermination des femmes. Comme l'argumente Schmitter, le slogan «Mon ventre m'appartient» recèle un assortiment de pratiques qui circulaient de manière transnationale et dont l'appropriation locale allait de pair avec le franchissement des frontières, au propre et au figuré. A titre d'exemple, ce voyage en bus vers la Hollande, qui devait permettre à des femmes de bénéficier d'un avortement légal. Mise en scène comme un happening visant à dessiller les yeux du public, l'opération entendait briser des tabous pour réclamer qu'une action politique soit entreprise en Suisse.

Comme critique du pouvoir, le nouveau mouvement féministe s'exprimait par la provocation et la subversion des savoirs consacrés en centrant son action sur le corps et en recourant aux *body politics*. Ainsi que l'illustre la contribution photographique de *Sarah Kiani*, les artistes féministes ont érigé le corps en lieu d'exercice du pouvoir. Les performances d'avant-garde de la pléiade de créatrices que présente Kiani avaient été ignorées jusque-là par l'histoire de l'art conventionnelle. Leurs productions témoignent de liens étroits avec les pratiques politiques du nouveau mouvement féministe. Les artistes dont le portrait est ici dressé, qui s'emparaient de leur propre corps et recouraient aux nouveaux médias et formes d'expression – la vidéo, la performance –, ont élargi ainsi le discours sur le corps féminin sexualisé en révélant à quel point les habitudes esthétiques contribuent à la naturalisation du sexisme quotidien.

Dans les années 1970 et 1980, l'analyse féministe de la domination transformait le champ politique par une critique fondamentale du patriarcat et de l'androcritisme. Les pacifistes ont détecté les causes de la violence et de la guerre dans le mépris des capacités de reproduction féminines; les militantes du mouvement écologique ont établi un parallèle entre l'exploitation du corps des femmes et celle de la nature, toutes deux dépeintes comme des manifestations des rapports de violence patriarcaux par les écoféministes.<sup>27</sup> Ces dernières se sont toutefois rapidement heurtées au reproche d'interprétations essentialistes, comme l'indique l'article de *Margot Lauwers*. Selon Lauwers, cette critique néglige néanmoins les origines polycentriques de l'écoféminisme. En se fondant sur des textes clés, elle met en évidence que le lien entre le sexisme et la destruction de l'environnement résulte d'un échange de concepts et de pratiques dont on trouve la trace en Inde, en Allemagne, aux Etats-Unis et jusqu'au Kenya. Enfin, dans son article sur la traduction et la réception des idées féministes en Pologne, *Nina Seiler* aborde aussi des questions hautement actuelles. Depuis la chute du régime communiste, la philologie polonaise joue un rôle important dans la constitution des représentations de l'identité nationale fondée sur un lien sémantique étroit entre femmes, famille et patrie, développe Seiler. La critique féministe et les théories sur le genre visant à déconstruire de telles configurations seraient en revanche assimilées à des prétentions hégémoniques occidentales et donc rejetées comme une potentielle attaque extérieure de la nation polonaise. En se référant à la réception des théories féministes dans la philologie polonaise la plus récente, Seiler décrit de quelle manière des théoriciennes tentent de combler le profond fossé entre la diffusion de nouvelles idées et la prise en considération des sensibilités nationales.

Les différentes perspectives adoptées par chacune des contributions réunies dans ce numéro attestent du potentiel épistémologique que recèle l'approche transnationale dans les recherches; elles montrent les malentendus, les ambivalences et les contradictions toujours inhérents à la communication transculturelle; elles

prouvent que les féminismes de différentes origines ont été constitutifs de la modernité et que le genre était depuis longtemps au centre de la compréhension transculturelle. Dans les sociétés d'aujourd'hui, caractérisées par une pluralité et une diversité croissantes, de même que par des aspirations à l'homogénéisation nationale, ces connaissances sont plus actuelles que jamais.

*Sonja Matter, Regula Ludi, Magali Delaloye*  
(Traduction Diane Gilliard)

#### Notes

- 1 Bonnie S. Anderson, *Joyous Greetings. The First International Women's Movement 1830–1860*, Oxford 2000.
- 2 Mrinalini Sinha, Donna J. Guy, Angela Woollacott (éd.), *Feminisms and Internationalism*, Oxford 1999, 1–13; Oliver Janz, Daniel Schönplflug (éd.), *Gender History in a Transnational Perspective. Networks, Biographies, Gender Orders*, New York, 1–24.
- 3 Important pour la suite du débat: Chandra T. Mohanty, «Under Western Eyes. Feminist Scholarship and Colonial Discourses», *Feminist Review* 30 (1988), 61–88.
- 4 Karen Offen, «Defining Feminism. A Comparative Historical Approach», *Signs* 14/1 (1988), 119–157.
- 5 Leila J. Rupp, Verta Taylor, «Forging Feminist Identity in an International Movement: A Collective Identity Approach to Twentieth-Century Feminism», *Signs* 24/2 (1999), 372.
- 6 Claire Goldberg Moses, ««What's in a Name?» On Writing the History of Feminism», *Feminist Studies* 38/3 (2012), 757–779.
- 7 Marie Sandell, *The Rise of Women's Transnational Activism. Identity and Sisterhood between the World Wars*, Londres 2015, 6.
- 8 Nancy Cott, «What's in a Name? The Limits of «Social Feminism», or, Expanding the Vocabulary of Women's History», *Journal of American History* 76 (1989), 809–829, ici 821.
- 9 Sinha/Guy/Woollacott (voir note 2), 2.
- 10 Eleanor Flexner, *Century of Struggle. The Women's Rights Movement in the United States*, Cambridge 1959. A titre d'exemple d'une précédente enquête: Richard J. Evans, *The Feminists. Women's Emancipation Movements in Europe, America and Australasia 1840–1920*, Londres 1977.
- 11 Marilyn Boxer, Jean Quataert (éd.), *Social Women. European Socialist Feminism in the Nineteenth and Early Twentieth Centuries*, New York 1978. Voir également Pernilla Jonsson, Silke Neunsinger, Joan Sangster (éd.), *Crossing Boundaries. Women's Organizing in Europe and the Americas, 1880s–1940s*, Uppsala 2007.
- 12 Akira Iriye, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore 1997; Akira Iriye, *Global Community. The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley 2002; Daniel Laqua (éd.) *Internationalism Reconfigured. Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres 2011.
- 13 Voir par exemple Glenda Sluga, *Internationalism in the Age of Nationalism*, Philadelphie 2013.
- 14 Marie Sandell, «Regional versus International: Women's Activism and Organisational Spaces in the Inter-War Period», *The International History Review* 33/4 (2011), 607–625; Leonie Rörich, «Decentering Feminist Internationalisms: Indian and International Women's Organizations Between the World Wars», *Comparativ. Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichende Gesellschaftsforschung* 23/4–5 (2013), 47–67.

- 15 Voir Pierre-Yves Saunier, *Transnational History*, Basingstoke 2013.
- 16 Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca (NY) 1998; Rawwida Baksh, Wendy Harcourt (éd.), *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, Oxford 2015.
- 17 Karen Offen, «Understanding Feminisms as <Transnational> – an Anachronism? May Wright Sewall and the Creation of the International Council of Women, 1889–1904», in Janz/Schönpflug (voir note 2), 25–45.
- 18 Leila J. Rupp, «Constructing Internationalism: The Case of Transnational Women's Organizations, 1888–1945», *The American Historical Review* 99/5 (1994), 1571–1600, ici 1576–1580.
- 19 Susan Zimmermann, «The Challenge of Multinational Empire for the International Women's Movement: The Habsburg Monarchy and the Development of Feminist Inter/National Politics», *Journal of Women's History* 17/2 (2005), 87–117.
- 20 Daniel Gorman, «Empire, Internationalism, and the Campaign against the Traffic in Women and Children in the 1920s», *Twentieth Century British History* 19/2 (2008), 186–216; Eliane Gubin, «Pour le droit du travail: entre protection et égalité», in Eliane Gubin et al. (éd.), *Le siècle des féminismes*, Paris 2004, 136–178.
- 21 Marilyn Lake, «From Self-Determination via Protection to Equality via Non-Discrimination. Defining Women's Rights at the League of Nations and the United Nations», in Patricia Grimshaw, Katie Holmes, Marilyn Lake (éd.), *Women's Rights and Human Rights. International Feminist Perspectives*, Basingstoke 2001, 254–271. Voir également: Ellen C. Dubois, Katie Oliviera (éd.), «Special Issue on Circling the Globe: International Feminism Reconsidered, 1910 to 1975», *Women's Studies International Forum* 32/1 (2009); Glenda Sluga, ««Spectacular Feminism». The International History of Women, World Citizenship and Human Rights», in Francisca de Haan (éd.), *Women's Activism. Global Perspectives from the 1890s to the Present*, Londres 2013, 44–58.
- 22 Sunil Amrith, Glenda Sluga, «New Histories of the United Nations», *Journal of World History* 19/3 (2008), 251–274.
- 23 Voir Jean H. Quataert, Benita Roth (éd.), *Human Rights, Global Conferences and the Making of Postwar Transnational Feminism = Journal of Women's History* 24/4 (2012).
- 24 Une exception: Kathy Davis, *The Making of Our Bodies, Ourselves. How Feminism Travels Across Borders*, Durham (NC) 2007.
- 25 Sara M. Evans, «Sons, Daughters, and Patriarchy: Gender and the 1968 Generation», *American Historical Review* 114/2 (2009), 331–347.
- 26 Kristina Schulz, *Der lange Atem der Provokation. Die Frauenbewegung in der Bundesrepublik und in Frankreich 1968–1976*, Francfort-sur-le-Main 2002.
- 27 Voir notamment *Umweltgeschichte und Geschlecht. Von Antiatomkraftbewegung bis Ökofeminismus = Ariadne. Forum für Frauen- und Geschlechtergeschichte* 64 (2013).